

DANS L'ACTUALITE du 6 au 9 septembre 2013

Jurisprudence

Silence de l'administration sur une demande de prolongation de validité d'un permis exclusif de recherches de mines

[CE 17 juillet 2013 Société Hess Oil France, req. n° 365671](#)

L'illégalité de l'opération rend illicite l'objet de la concession d'aménagement

[CE 10 juillet 2013 Commune de Vias, req. n° 362304](#)

Une nuisance sonore due au fonctionnement du métro parisien peut constituer un préjudice anormal et spécial

[CAA Paris 4 juillet 2013 M. et Mme F., req. n° 12PA01912](#)

Réponse ministérielle

Régime juridique des résidences mobiles

[Rép. min. n° 24415, JOAN du 3 septembre 2013](#)

Application de la réglementation thermique dans les nouvelles constructions

[Rép. min n° 27927, JOAN du 3 septembre 2013](#)

Construction en zones agricoles

[Rép. min. n° 33837, JOAN du 3 septembre 2013](#)

Taxe départementale pour les espaces naturels sensibles

[Rép. min. n° 16026, JOAN du 3 septembre 2013](#)

Réglementation relative aux contrats de partenariat

[Rép. min. n° 31835, JOAN du 3 septembre 2013](#)

Intervention d'un EPCI hors des compétences transférées par les communes membres

[Rép. min. n° 19337, JOAN du 3 septembre 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Accord-cadre et marchés subséquents : les possibilités de cession et de résiliation

[La mécanique de l'accord-cadre en marchés publics n'est pas simple. Bercy apporte d'utiles précisions sur les conditions de cession et de résiliation de ces contrats et des marchés subséquents.](#)

Source : le moniteur du 06/09/2013

Contrats de coopération entre entités publiques : difficile d'échapper aux règles européennes de mise en concurrence...

[La Cour de justice européenne est revenue, dans deux nouvelles décisions rendues fin juin, sur les conditions cumulatives devant être remplies pour dispenser un contrat de coopération entre entités publiques de l'organisation d'une mise en concurrence. Ces conditions sont d'ailleurs reprises dans les projets de directives Marchés publics et Concessions.](#)

Source : localtis.info du 06/09/2013

Publication par le SGAE du Guide relatif à la gestion des services d'intérêt économique général (SIEG)

[D'origine européenne, la notion de SIEG recouvre un éventail très large d'activités, aux niveaux national ou local, depuis les services des entreprises en réseau \(par exemple, la fourniture d'énergie\), jusqu'à une gamme variée de services sociaux, de santé et culturels.](#)

Source : DAJ du 06/09/2013

La Lettre de la DAJ N°149 est parue

L'activité législative avait scandé celle de la direction des affaires juridiques (DAJ) des ministères économiques et financiers jusqu'au cœur de l'été. La DAJ aborde cette rentrée avec un agenda bien rempli : des textes à préparer et à présenter, coordonner ou défendre, et les échéances européennes en matière de commande publique.

Source : DAJ du 05/09/2013

Urbanisme

Une députée PS de Paris veut muscler la loi Duflot sur les ventes à la découpe

La députée PS de Paris Sandrine Mazetier a exprimé jeudi 5 septembre la volonté de renforcer encore l'encadrement des ventes d'immeubles à la découpe, via deux futurs amendements au projet de loi sur le logement, qui renforcent les pouvoirs des collectivités locales.

Source : la gazette des communes du 06/09/2013

Cécile Duflot veut remettre le logement, « bien de première nécessité, dans un système régulé »

Cécile Duflot affirme vouloir avec la loi Alur, « remettre le logement dans un système régulé, parce que c'est un bien de première nécessité », et redonner du pouvoir d'achat aux ménages en faisant baisser les loyers, dans un entretien à l'AFP.

Source : le moniteur du 06/09/2013

Logement: bataille parlementaire en vue pour le projet de loi Duflot

Créer une garantie universelle publique des loyers et plafonner leur montant, sont deux des ambitions, déjà sous le feu des critiques, du projet de loi sur le logement de Cécile Duflot, promis à une bataille parlementaire dès le 10 septembre.

Source : le moniteur du 06/09/2013

Collectivités territoriales

Le projet de loi visant à simplifier la vie des entreprises concerne aussi les collectivités territoriales

[Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a présenté mercredi 4 septembre 2013 au Conseil des ministres un projet de loi autorisant le gouvernement à agir par ordonnances pour "simplifier la vie des entreprises", comme promis par le président François Hollande. Un certain nombre de mesures vont concerner les collectivités territoriales.](#)

Source : la gazette des communes du 06/09/2013

Concessions d'autoroutes : l'Assemblée nationale appelle le gouvernement à serrer la vis

[Fin juillet, la Cour des comptes a épinglé le manque de transparence et les relations déséquilibrées entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes \(SCA\). Les rapporteurs de la commission des Finances de l'Assemblée nationale appellent aujourd'hui à renforcer les contrôles et les sanctions, dans un rapport publié le 5 septembre.](#)

Source : le moniteur du 06/09/2013

Transport

Nouveau report pour la taxe transport qui manifestement rencontre d'importantes difficultés de mise en place et une fiabilité pas toujours garantie.

[Le ministre en charge des transports, Frédéric Cuvillier, annonce le report au 1er janvier 2014 de la taxe transport, dont l'entrée en vigueur \(déjà reportée\) était fixée au 1er octobre 2013.](#)

Source : communiqué de presse du 05/09/2013

Profession

Jean-Marie Burguburu élu Président du Conseil national des barreaux

[Le Conseil national des barreaux, représentant la profession d'avocat, réuni en assemblée générale ce jour, a procédé à l'élection de son nouveau président, Jean-Marie Burguburu par 65 voix sur 82 votants.](#)

Source : Communiqué CNB du 06/09/2013

Presse

Les Français sur les rails en Chine

[Le transport urbain - notamment le tramway - explose. Sa gestion s'ouvre aux étrangers](#)

Source : le Monde du 08/09/2013

La révolution tranquille du logement se met en marche

[La démographie rejoint les préoccupations environnementales. Elles font émerger de nouvelles formes d'habitat et d'aménagement urbain.](#)

Source : les Echos du 06/09/2013